

## Introduction

GÉRALDINE GALEOTE ET ENRIQUE FERNÁNDEZ DOMINGO

Ce onzième numéro de *Pandora* incarne le début d'une nouvelle étape de notre revue dorénavant bisannuelle. Elle sera structurée autour de trois axes avec, tout d'abord, un dossier qui va concerner un sujet thématique resserré dans l'espace et le temps, aux contours plus restreints que ceux qui donnèrent vie aux dix premiers numéros. Celui-ci sera complété par une section de miscellanées et des comptes rendus d'ouvrages scientifiques, de parution récente, portant sur le monde hispanique. Le présent numéro a pour thème central celui de « nation(s) » en lien avec d'autres notions fondamentales comme le sont la nationalité, le nationalisme ou encore l'identité. Les pages qui suivent proposent ainsi d'interroger ce concept de nation(s) depuis une analyse des processus historiques qui ont eu lieu entre 1930 et 2010 dans l'espace hispanique et hispano-américain, mais également depuis une approche politique et juridique.

Alors que les XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles se caractérisent par un processus de mondialisation, les sociétés actuelles demeurent profondément marquées par le fait national. Mais qu'est-ce qu'une nation ? Nombre de chercheurs<sup>1</sup>, d'auteurs<sup>2</sup> ou encore d'institutions<sup>3</sup>

<sup>1</sup> Voir par exemple : E. Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989 ; E. Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780 : programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1992 ; H. Sabato, *Ciudadanía política y formaciones de las naciones. Perspectivas históricas desde América Latina*, México, FCE, El Colegio de México, 1999 ; J. Ferrando Badía, « La nación », *Revista de Estudios políticos*, n°202, 1975, p. 5-58.

<sup>2</sup> Citons par exemple Paul Valéry : « Toutes les nations ont des raisons présentes, ou passées, ou futures de se croire incomparables [...] Mais le fait essentiel qui les constitue, leur principe d'existence, le lien interne qui enchaîne entre eux les individus d'un peuple, et les générations entre elles, n'est pas, dans les diverses nations, de la même nature. Tantôt la race, tantôt la langue, tantôt le territoire, tantôt les souvenirs, tantôt les intérêts, instituent diversement l'unité nationale d'une agglomération humaine organisée. La cause profonde de tel groupement peut être d'espèce toute différente de la cause de tel autre », P. Valéry, *Regards sur le monde actuel et autres essais*, Paris, Gallimard, 1945, p. 26.

<sup>3</sup> « Il reste à savoir si une telle définition a une utilité. Les experts consultés se sont montrés sur ce point sceptiques. Le Professeur Kovacs relevait, pour sa part, qu'il n'y a nul besoin de définir la 'nation' pour donner corps aux instruments juridiques existants, aux traités internationaux, aux traités bilatéraux, qui régissent la souveraineté des États, l'intégrité territoriale des États, leurs droits, ou les droits des minorités. Une réponse peut donc être trouvée en faisant application des conventions et traités existants, en particulier la convention-cadre pour la protection des minorités nationales et la charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Le concept de nation relève plutôt de l'idéologie politique. Il n'est même pas certain qu'une définition commune aiderait à résoudre les problèmes. Le véritable problème est de savoir si, et de quelle manière, on peut satisfaire en même temps les intérêts légitimes des États, d'une part, et les intérêts légitimes des minorités ethniques et linguistiques, d'autre part. Le rapporteur considère que la définition de la nation devrait être assez élastique afin de permettre à tout individu de se définir en

ont tenté, de longue date, de répondre à cette question sans pouvoir y apporter une réponse univoque. Il est en effet bien difficile de donner une définition unique de ce qu'est une nation du fait de la diversité des cas de figure. D'un point de vue conceptuel nous pouvons nous référer à la traditionnelle distinction duelle entre la conception française attachée à un espace juridique, politique et administratif commun et la conception allemande qui est fondée sur l'idée selon laquelle il faut une même origine entre les individus qui partagent une même culture. Cette approche dichotomique est intéressante dans la mesure où elle permet de mettre en exergue le lien existant entre la nation et la nationalité, l'octroi de cette dernière étant conditionné à la manière dont est envisagé le rapport aux individus qui forment la nation.

10

Le concept de nationalité, qui a tardivement été appréhendé comme un concept juridique<sup>4</sup>, pose toute une série de questionnements quant au rapport de l'individu avec l'État et la communauté dans laquelle il vit. Il oppose, en effet, la personne dite « nationale » à la personne dite « étrangère », la première jouissant d'un certain nombre de droits dont la seconde est privée. L'État doit respecter les droits fondamentaux de ses ressortissants étrangers dans la mesure où ils résident sur son territoire mais, dans la plupart des cas, ceux-ci ne peuvent participer pleinement à la vie de la cité, être des citoyens à part entière. Finalement, la souveraineté nationale s'identifie presque toujours à la nationalité et à la citoyenneté, la loi étant ainsi édictée exclusivement par les nationaux et non par les ressortissants étrangers alors même qu'ils en sont également les destinataires. Ce caractère partiel des droits octroyés aux personnes dont la nationalité n'est pas celle du pays d'accueil, induit ainsi une identité conceptuelle entre nationalité et citoyenneté.

Toutefois, il peut y avoir circulation entre les deux statuts, pour la personne elle-même, par le biais de la naturalisation, mais également pour les descendants, lorsque prévaut le principe du droit du sol – *jus soli* – dans l'État d'accueil. Dans ce cas, nous pourrions parler d'une « nationalité territoriale » pour les enfants d'immigrés. L'acquisition de la nationalité par la naturalisation apparaît alors comme l'instrument idoine de culmination d'un parcours d'intégration réussi des personnes immigrées. À l'inverse, la décision de refus de nationalité de la part de l'administration de l'État d'accueil, voire la déchéance de nationalité, sont autant de manifestations de l'échec de la politique d'intégration mais aussi de l'existence de deux catégories de « nationaux ».

Partant de l'expérience des Espagnols venus s'installer en France soit du fait de la guerre civile et de la dictature du général Franco qui s'ensuivit, soit pour des raisons dites

---

tant que membre d'une nation même s'il est citoyen d'un pays autre que l'État-parent. ». Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Rapport de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme, *Le concept de nation*, 13 décembre 2005, II/ Exposé des motifs point 2-27.

<sup>4</sup> « Lien juridique et politique, défini par la loi d'un État, unissant un individu au dit État », G. Cornu, *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 2003, p. 584.

« économiques » à partir des années 1960, l'article d'Évelyne Ribert et de Bruno Tur, intitulé « Le choix de la nationalité chez les descendants des exilés et des immigrants espagnols en France », analyse les processus qui fondent le choix d'une nationalité ou d'une bi-nationalité chez leurs descendants. Ce travail aborde ainsi la notion de perte de la nationalité et le concept de double nationalité ou « binationalité ». En effet, certains États refusent que leurs nationaux acquièrent une autre nationalité. Ils peuvent également exiger de la personne naturalisée un renoncement à sa nationalité d'origine. *A contrario*, de nombreux États acceptent, totalement ou partiellement, le principe de la double nationalité, en particulier sur la base d'accords bilatéraux ou de critères historiques. Evelyne Ribert et Bruno Tur nous présentent une étude de cas basé sur la comparaison des droits espagnol et français de la nationalité et sur des entretiens semi-directifs menés en France. Il ressort de leur travail de terrain que les motivations et la signification liée à la possession de l'une ou l'autre nationalité diffèrent en fonction du vécu des personnes interrogées et de celui de leurs ascendants.

Ce numéro de *Pandora* propose également une analyse des processus d'acquisition et de perte de la nationalité dans une autre aire géographique, celle du Chili. Dans son article intitulé « Comment peut-on être Chilien ? Ou la conception chilienne de la nationalité et de la citoyenneté », Nathalie Jammet-Arias développe une approche diachronique qui permet de mettre au jour une évolution de la conception chilienne de la nationalité à travers l'étude des constitutions de 1833, de 1925 et de 1980. À l'inverse de l'Espagne qui a promulgué le 31 octobre 2007 une « loi sur la mémoire historique » afin d'accorder la nationalité espagnole aux descendants d'exilés, le Chili veut ignorer jusqu'à présent cette question. Ce travail nous permet de comprendre que la nation chilienne est « entendue comme enracinée et dépendante d'un territoire » et nous renvoie ainsi à la difficile élaboration d'une définition unique et objective de la nation puisque cette nation chilienne se définit par rapport à des critères qui lui sont bien spécifiques.

Comment peut-on alors comprendre le concept de nation ? A quels éléments se rapporte-t-il ? Afin de l'appréhender dans ses diverses composantes nous pouvons nous référer à la classification qui nous est offerte par le politologue et sociologue français Gil Delannoi<sup>5</sup>. Il distingue principalement la nation politique de la nation culturelle, sans pour autant les compartimenter de manière hermétique puisque ces deux dimensions ne sont pas étanches et peuvent connaître des interférences. « La nation politique, au sens strict, ne consiste qu'en des droits et des devoirs à accepter et à respecter ». En revanche, la nation culturelle « c'est tout ce qui se rapporte à la langue, l'histoire, les règles de conduite, la politesse, la religion, la géographie, la cuisine, les habitudes caractéristiques d'une nation particulière »<sup>6</sup>. Par conséquent, comme ces deux dimensions

<sup>5</sup> G. Delannoi, *Sociologie de la nation. Fondements théoriques et expériences historiques*, Paris, Armand Colin, 1999 ; G. Delannoi, *La Nation*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2010.

<sup>6</sup> G. Delannoi, *La Nation...*, *op.cit.*, p. 16.

ne se confondent pas, il est possible que des nations culturelles n'aient pas d'existence politique et inversement que des nations politiques ne soient pas des nations culturelles mais également que des nations politiques incluent diverses nations culturelles. L'Espagne est un exemple illustratif de cette dernière configuration.

Dans son article intitulé « Construction identitaire et nationalité dans l'Aragon contemporain », Fausto Garasa nous propose une réflexion approfondie sur le cas de l'Aragon. Sans structuration identitaire forte au début du XX<sup>e</sup> siècle, cette région devenue une Communauté Autonome lors de la mise en place de l'État autonome, a su se forger une véritable identité lui permettant d'accéder au statut de nationalité, à l'instar de la Catalogne, du Pays Basque ou de la Galice. L'auteur analyse la volonté de certaines élites régionales de développer cette conscience identitaire allant au-delà du simple attachement au terroir. Cette étude nous montre que l'identité est une question clé pour l'organisation et le développement de l'individu en tant que tel, ce qui passe par la constitution d'une structure subjective caractérisée par une représentation de soi-même induite de l'interaction entre l'individu et les autres. Il s'agit là d'une condition préalable à l'émergence effective de l'identité, afin que l'individu puisse se reconnaître et être reconnu par les autres, notamment dans le milieu dans lequel il vit – celui-ci étant compris comme l'agent matériel de l'identification<sup>7</sup>.

Partant de ce postulat, nous considérons l'identité politique comme le résultat actif de facteurs extérieurs – tels que la socialisation de l'individu, sa participation à la sphère politique, la prise de conscience d'une situation de domination, son intervention dans la guerre, etc. – en lien avec d'autres influences de la vie de la personne à un moment historique donné. C'est ce qui est mis en exergue dans l'article de Fabiana Sabsay, intitulé « L'identité de la communauté coréenne de Buenos Aires ». Elle analyse, en effet, les traits identitaires de cette communauté venue s'installer dans la capitale argentine au début des années 1980, par l'étude de ses codes culturels, de l'espace urbain qu'elle a occupé, ainsi que des relations interethniques qu'elle a établies avec les Porteños. L'auteure aborde également la question de l'intégration et du regard porté par les nationaux sur ces personnes venues d'ailleurs lequel, dans la plupart des cas, cantonne les Coréens au seul statut d'immigrants. En revanche, cette diaspora coréenne est devenue un véritable atout pour l'État coréen qui mise sur sa démographie pour « la création d'une nation sud-coréenne puissante au XXI<sup>e</sup> siècle ».

Une identité politique ne peut se former sans l'existence d'un adversaire politique. En effet, la formation de l'identité politique est le résultat de l'interaction entre l'individu ou le groupe d'individus<sup>8</sup> et son expérience, ce qui influence la façon d'être de l'individu

<sup>7</sup> M. Chebel, *La formation de l'identité politique*, Paris, Payot, 1998, p. 11-13 et 36.

<sup>8</sup> Le terme « groupe » suppose d'englober un échantillon de population défini par un certain nombre d'éléments qui peuvent varier et identifient l'individu à différents niveaux : il peut s'agir de critères aussi généraux que l'âge, le sexe, l'origine, les amis. Il peut également s'agir de la position sociale, professionnelle, etc., M. Zavalloni et C. Louis-Guerin,

ou du groupe dans la société. Parallèlement, cette identité politique ne peut exister sans la création et la diffusion de son propre récit. Cette identité politique est étudiée dans le cas colombien par Antoine Troccaz. L'auteur nous présente le phénomène d'invisibilité forcée des communautés indigènes ainsi que leur exclusion de la scène nationale qui a lieu entre la période d'indépendance et les années 1970. C'est à partir de ce moment qu'un mouvement indigène structuré a commencé à se mettre en place, qui a débouché sur une véritable refondation du concept de nation, refondation incarnée par la Constitution de 1991 qui a défini la nation colombienne comme une nation pluriethnique.

La question de la pluralité culturelle des nations politiques, par l'existence d'ethnies ou de groupes indigènes, est en effet majeure lorsque l'on aborde la vie politique latino-américaine. L'article d'Arauco Chiuafal, intitulé « «Ley de la tribu», «Ley de la gran nación» y la autonomía de los pueblos indígenas en el pensamiento de Alejandro Lipschutz » aborde la question de la permanence de valeurs culturelles dans les groupes indigènes au Chili face à l'idée d'une nation et une nationalité homogène qui efface la particularité des groupes ethniques qui se trouvent à la marge de la « grande nation » chilienne. L'exemple proposé par l'auteur nous montre qu'il s'agit davantage de phénomènes subjectifs qu'objectifs, très sélectifs, visant à l'inscription plutôt qu'à la description, servant des intérêts particuliers et des positions idéologiques, et alimentant, dans le même temps, certaines positions subjectives, certaines limites sociales et, bien évidemment, le pouvoir.

Le discours politique relatif à la nation, à la nationalité ou encore au nationalisme revêt un ensemble de formes conceptuelles, culturellement établies, visant à percevoir, appréhender et rendre intelligible le contexte vital à un moment donné ; c'est-à-dire une forme de pensée et de compréhension de la place de l'individu dans la société. François Niubo, dans son article intitulé « La guerre des mots » analyse la question de l'identité dans le débat politique espagnol à travers l'analyse du discours politique. Ainsi, l'auteur remarque que le mot « nationalisme » prend des sens radicalement différents selon qui l'utilise puisque ce terme peut désigner la défense d'une identité collective fondant la nation ou bien être synonyme de repli sur soi, voire de xénophobie. Ce désaccord terminologique peut également concerner des questions apparemment neutres telles que le nom des langues ou celui d'une communauté autonome. Ce discours politique n'est pas simplement un langage ou un texte, mais une écriture historique, sociale et institutionnellement spécifique, de termes, catégories et croyances. En tant que tel, il doit se construire et être reconnu dans ses énoncés, ses représentations, ses rites, ses pratiques et ses symboles, sans aucune médiation<sup>9</sup>. Dans cette perspective, Lina Constanza Díaz Boada, dans son article intitulé « Los discursos historiográficos

*Identité sociale et conscience: introduction à l'ego-écologie*, Montreal/Toulouse, Presses de l'Université de Montreal, 1984.

<sup>9</sup> M. Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.

sobre nación y nacionalismo en Colombia, 1986-2010 », nous offre pour hypothèse de départ que l'historiographie est une construction discursive qui structure l'identité et l'imaginaire en faisant appel à la mémoire collective. A partir de cette approche théorique, l'étude analyse la production des groupes de recherche nés en Colombie dans les années 1980 travaillant sur l'Histoire, la Nation et le Nationalisme.

Un autre élément clé de la formation de l'identité politique par rapport à la nation est l'expérience, c'est-à-dire la relation de l'individu avec l'action sociale et collective, la participation des individus dans la sphère politique. L'expérience, sous son aspect « nécessairement discursif », est définie comme une certaine appréhension discursive de la réalité, comme un événement linguistique qui a lieu dans le cadre des significations établies. Ester Pino dans son article intitulé « Prosperidad y arrebato en Cataluña. Una revisión del concepto de nacionalismo a partir del periodismo político de Josep Pla » analyse la construction discursive sur le nationalisme catalan que Josep Pla réalise pendant les années 1924 et 1925 à travers son activité journalistique. Pour Ester Pino l'écrivain catalan articule discursivement une différence entre le nationalisme d'État, considéré comme une construction souverainiste, et la perspective politique du nationalisme catalan. Le travail sur Josep Pla souligne que ce sont les sujets qui forgent cette expérience et qui se construisent à travers elle ; ils activent une construction idéologique dans laquelle non seulement les individus sont à l'origine du savoir, mais où les caractéristiques de ces individus sont également catégorisées de manière naturelle.

De ce point de vue, le langage, en tant que système de signification, représente une notion clé dans la recherche historique. Le sens et l'organisation des pratiques culturelles se construisent à travers le langage. Il permet que les personnes se représentent et comprennent le monde qui les entoure, leur relation à l'autre et leur propre personne. Il constitue un outil qui doit nous aider à comprendre l'organisation des institutions, les relations politiques, la guerre et le processus d'homogénéisation de l'identité politique collective. En recourant au langage Michel Martínez Pérez, dans son article intitulé « Le nationalisme aragonais de *Chunta aragonesista (CHA)* » réalise une étude sur les fondements du discours du « nationalisme aragonais », qui vise à légitimer l'existence d'une « nation aragonaise », et son incarnation dans le parti politique Chunta Aragonesista (CHA). L'auteur analyse comment les individus pensent dans la sphère politique, mais également la manière dont ils conçoivent l'organisation de la société et leur place en son sein.

Le dossier de ce onzième numéro de *Pandora* permettra, nous l'espérons, d'envisager de nouvelles perspectives de travail et d'analyse autour d'un concept toujours ouvert pour lequel les chercheurs s'accordent à dire qu'il ne peut être défini de manière figée et universelle. Comme l'écrivait déjà Eric Hobsbawm il y a plus de vingt ans, « Comme

la plupart des gens sérieux qui ont étudié le problème, je ne considère pas la «nation» comme une entité sociale fondamentale ni immuable. »<sup>10</sup>.

La partie « miscellanées » emprunte d'autres voies. Fernando Luque Gutiérrez, dans son article intitulé « Exilios de la conciencia. La mirada encendida del aizkolari cobarde » nous offre une analyse de l'œuvre majeure de la filmographie de Julio Medem, *Vacas*. La fuite comme réponse à la violence dans un environnement social hostile est le thème central abordé par l'auteur. Encarna Alonso Valero, dans son article intitulé « «Día llegará en que de esta mujer hablarán las canciones» : género, nacionalismo y literatura », s'attache à démontrer comment la littérature a pu se mettre au service de la création des mythes nationaux féminins qui ont pris corps tout au long du XX<sup>e</sup> siècle au sein des divers nationalismes existant en Espagne. Jesús Alacid, dans son article intitulé « L'agneau carnivore de Agustín Gómez-Arcos, el inicio de un proyecto estético intercultural », met en exergue les éléments qui font émerger une production narrative dans la langue de l'autre et pour l'autre. L'œuvre analysée présente une série d'éléments qui font de ce roman un exemple de roman interculturel initiatique. Elissa Rashkin et Homero Ávila Landa, dans leur article « La sombra del caudillo y los rituales del poder en México », se penchent sur la construction de l'identité nationale et l'idée de citoyenneté dans le Mexique moderne à travers l'analyse du film de Julio Bracho *La sombra del caudillo*. Dans « La «poética» de Miguel del Moral », le dernier article des « miscellanées », Ana Melendo nous présente le lyrisme de l'œuvre du peintre de Cordoue.

Cette nouvelle mouture de notre revue *Pandora* s'achève sur quatre comptes rendus qui nous présentent des ouvrages concernant les arts visuels, la création littéraire ou la culture politique dans l'aire hispanique ; autant d'autres aspects qui participent à la définition d'une nation, qu'elle soit culturelle et/ou politique.

<sup>10</sup> E. Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780...*, *op.cit.*, p. 20.

**BIBLIOGRAPHIE**

- ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.
- ANDRES, Josep, ARCHILES, Ferrán, « Naciones y nacionalismos: un balance teórico e historiográfico », *Ágora. Revista de ciencias sociales*, 7, 2002, p. 89-122.
- BADIA, Juan Ferrando, «La nación», *Revista de Estudios políticos*, n°202, 1975, p. 5-58.
- BALIBAR, Étienne, WALLERSTEIN, Immanuel, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 1997.
- BOUCHARD, Gérard, *Genèse des nations et cultures du nouveau monde. Essai d'histoire comparée*, Montréal, Boréal, 2000.
- CHEBEL, Malek, *La formation de l'identité politique*, Paris, Payot, 1998.
- CORNU, Gérard, *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 2003.
- DELANNOI, Gil, *Sociologie de la nation. Fondements théoriques et expériences historiques*, Paris, Armand Colin, 1999.
- -----, *La Nation*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2010.
- DEUTSCH, Karl, *Nationalism and Social Communication: An Inquiry into the Foundations of Nationality*, Cambridge, MIT Press, 1966.
- DIECKHOFF, Alain, *La nation dans tous ses États. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion, 2000.
- ELEY, Geoff, SUNY, Ronald Grigor, « Introduction: from the moment of social history to the work of cultural representation », in Geoff Eley, Ronald Grigor Suny (ed.), *Becoming National: A Reader*, Oxford–New York, Oxford University Press, 1996, p. 3–37.
- FARALDO, José M., « Modernas e imaginadas. El nacionalismo como objeto de investigación histórica en las dos últimas décadas del siglo XX », *Hispania*, LXI/3, 2001, p. 933-961.
- FOUCAULT, Michel, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.
- GELLNER, Ernest, *Thought and Change*, London, Weidenfeld & Nicolson, 1964.
- -----, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1989.
- HALL, Catherine, MCLELLAND, Keith, RENDALL, Jane, *Defining the Victorian Nation. Class, Race, Gender and the Reform Act of 1867*, Cambridge, CUP, 2000.
- HOBSBAWM, Eric, *Nations et nationalisme depuis 1780 : programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1992.
- ----- (ed.), *The invention of tradition*, Cambridge, Cambridge UP, 1983.
- HROCH, Miroslav, *La naturaleza de la nació*, Catarroja, Afers, 2001.
- KEDOURIE, Elie, *Nationalism*, London, Hutchinson, 1960.
- KUIZO, Taras, « The myth of the civic state: a critical survey of Hans Kohn's framework for understanding nationalism », *Ethnic and Racial Studies*, 25-1, 2002, p. 20-39.
- NOIRIEL, Gérard, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 2001.
- OZKIRIMLI, Umut, « The nation as an artichoke? A critique of ethnosymbolist interpretations



- of nationalism », *Nations and Nationalism*, 9-3, 2003, p. 339-355.
- -----, *Contemporary Debates on Nationalism. A Critical Engagement*, New York, Palgrave, 2005.
  - -----, *Theories of Nationalism. A Critical Introduction*, New York, Palgrave, 2010.
  - SABATO, Hilda, *Ciudadanía política y formaciones de las naciones. Perspectivas históricas desde América Latina*, México, FCE, El Colegio de México, 1999.
  - SCOTT, Joan W., *Théorie critique de l'histoire. Identités, expériences, politiques*, Paris, Fayard, 2009.
  - SMITH, Anthony D., *The Ethnic Origins of Nations*, Oxford, B. Blackwell, 1987.
  - -----, *Ethno-symbolism and Nationalism: A Cultural Approach*, New York, Routledge, 2009.
  - THIESSE, Anne-Marie, *La création des identités nationales, Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2001.
  - TILLY, Charles, *The formation of national States in Western Europe*, Princeton, University Princeton Press 1975.
  - VALERY, Paul, *Regards sur le monde actuel et autres essais*, Paris, Gallimard, 1945.
  - YUVAL-DAVIS, Nira, *Gender and Nation*, London, Routledge, 1997.
  - ZAVALLONI, Marisa, LOUIS-GUERIN, Christiane, *Identité sociale et conscience : introduction à l'ego-écologie*, Montréal/Toulouse, Presses de l'Université de Montréal, 1984.